

Droite et extrême droite (France) : quand les idées fusionnent

dimanche 3 novembre 2024, par [HAEGEL Florence](#)

Sur des questions comme la sécurité, l'immigration ou l'identité, on peut s'interroger sur ce qui distingue la droite dite « républicaine » et l'extrême droite incarnée par le Rassemblement national. La « fusion » idéologique est-elle achevée ? Comment comprendre le processus historique de rapprochement ? Comment se positionne le premier ministre Michel Barnier ?

Depuis quelques mois, Les Républicains (LR) se sont rapprochés du Rassemblement national (RN) : pour les uns en faisant alliance avec lui ; pour les autres en acceptant son soutien parlementaire ; pour beaucoup en reprenant ses discours et ses propositions. Principal acteur de ce rapprochement, Éric Ciotti, alors président de LR, dévoilait et justifiait sa décision de faire alliance avec le RN aux élections législatives anticipées de juin 2024 par ce simple constat : [« nous disons la même chose »](#).

Son choix n'a pas entraîné une hémorragie au sein de LR même si un groupe « ciottiste » a pu se constituer avec 16 députés, pour plus de la moitié originaire du Sud-Est. Mais la plupart de ses anciens compagnons, prompts à condamner sa trahison, disent, eux aussi, souvent la même chose que le RN : 170 des 177 parlementaires LR ont [apporté leur soutien](#) à Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, qui remettait en cause le caractère intangible de l'État de droit à propos du traitement de l'immigration.

Dans l'histoire de la V^e République, la distance prise par la droite vis-à-vis de l'extrême droite a varié mais la frontière entre les deux camps n'a jamais été totalement étanche, elle laissait circuler des idées et quelques personnalités même si jusqu'à présent aucune stratégie d'alliance ou de soutien n'avait été adoptée.

1976-2002 : La circulation des hommes et des idées

L'histoire débute dans les années 70. Le Front national (FN), l'ancien RN, est créé, en 1972, à partir du mouvement nationaliste d'extrême droite, et de l'organisation Ordre Nouveau, successeur d'Occident interdit en 1968. Quelques années plus tard, les droites se structurent autour d'une composante post-gaulliste incarnée par Jacques Chirac et le Rassemblement pour la République (RPR) créé en 1976 et des composantes libérales et démocrates-chrétiennes fédérées au sein de l'Union de la Démocratie française (UDF) en 1978.

À l'examen de cette longue période, on ne peut ériger une statue à Jacques Chirac en qualité de gardien du cordon sanitaire contre l'extrême droite comme on a eu tendance à le faire, après 2002, au motif qu'il avait incarné la défense républicaine face à Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Mais il serait tout aussi faux d'accuser un RPR, parti bonapartiste attaché à l'autorité du chef, d'être plus complaisant avec l'extrême droite qu'une UDF, orléaniste et plus libérale. En réalité, durant cette longue période, la circulation entre droites (RPR et UDF) et extrêmes droites n'est pas exceptionnelle.

L'entrée dans le post-gaullisme floute les frontières générées par l'opposition d'une partie de la droite à l'indépendance de l'Algérie. Du milieu des années 70 au début des années 80 (avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981), toute une génération, engagée par anticommunisme et défense de l'Algérie française à l'extrême droite (en particulier, à Occident puis Ordre Nouveau) ou, dans une optique plus conservatrice, au Centre Nationale des Indépendants et Paysans (CNIP) se recycle dans différentes organisations. Elle rejoint le FN bien sûr mais aussi le Parti Républicain, composante de l'UDF, (Gérard Longuet, Alain Madelin, Jean-Yves Le Gallou, père de la notion de préférence nationale, Henri Novelli, etc.) et le RPR (Yvan Blot, Henri de Lesquen, Patrick Devedjan, William Abitbol, proche de Charles Pasqua, Pierre-Marie Guastavino, etc.) ; le Club de l'Horloge, créé en 1974 ou le Figaro Magazine, créé en 1978, constituant des espaces d'échanges et de circulation.

Vidéo

Le chiraquisme a selon les conjonctures mis sa distance ou repris les thèmes du FN. Aux élections législatives de 1993, par exemple, le programme du RPR, en matière d'immigration, affirmait que le seuil de tolérance était depuis longtemps franchi, stigmatisait la polygamie et annonçait qu'il faudrait reconsidérer certains aspects de notre système de solidarité sociale et réformer le code de la nationalité. Mais aux régionales de 1998, quand des présidents de régions (Rhône-Alpes, Languedoc Roussillon, Picardie et Bourgogne) ont été élus avec les voix du FN, cela concernait l'UDF et non le RPR.

2002–2024 : la dialectique rapprochement/déclin

La création de [l'Union pour un Mouvement Populaire](#) (UMP)[3] ouvre une nouvelle période qui commence par ce que l'on peut rétrospectivement considérer comme une parenthèse. L'UMP naît après le 21 avril et la qualification de Jean-Marie Le Pen au 2^e tour de l'élection présidentielle. Il est dirigé par Alain Juppé (son directeur général est Edouard Philippe).

L'UMP accueille, à sa fondation, un certain nombre de personnalités appartenant au mouvement de la droite souverainiste dont certains la quitteront d'ailleurs assez rapidement, à l'instar de Nicolas Dupont Aignan qui en 2017 conclura un « accord de gouvernement » avec Marine Le Pen. Mais le parti se présente comme un « grand parti européen » et marque sa distance vis-à-vis du FN.

À partir de novembre 2004 et l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence du parti puis en 2007 de la République, l'objectif affiché est de récupérer les électeurs partis au FN. Cette période de cooptation des thèmes de l'extrême droite sur les questions d'identité nationale, d'immigration est bien connue. Elle se déroule en deux étapes : lors de la campagne présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy promeut le thème de l'identité nationale, de l'ordre, en particulier à l'école, mais se déclare aussi favorable à des formes de discrimination positive. Face aux mauvais scores aux élections régionales de 2010, il se radicalise.

Au même moment, se crée au sein de l'UMP un sous-groupe parlementaire d'une trentaine de députés, la Droite populaire, dont les chefs de file, sont Thierry Mariani, député du Vaucluse, rallié eu RN en 2019, et Lionnel Luca, député des Alpes-Maritimes. Ces députés – dont beaucoup ont été marqués par la guerre d'Algérie – promeuvent les thèmes de prédilection du FN (restriction des droits des immigrés, contrôle de la justice, défense de la police, lutte contre la « théorie du genre », réaffirmation de la symbolique nationale et catholique et célébration de la mémoire anti-communiste et colonial).

La science politique a étudié la manière dont la droite européenne a réagi à la percée de l'extrême droite. Elle a établi le processus de contagion de ses idées sur les partis les plus proches (mais pas seulement, la gauche n'y échappe pas complètement) et les effets de légitimation qu'il engendrait : en reprenant les thèmes de l'extrême droite, la droite les rend légitimes mais entretient aussi sur le long terme la montée de celle-ci. Dans le cas français, le succès du siphonnage des voix du FN par Sarkozy à l'élection présidentielle est toujours pris comme référence mais il a été de courte durée. Le FN perd un million de voix entre les élections présidentielles de 2002 (4, 8 millions) et 2007 (3, 8) mais dès 2012, le rebond se manifeste (6,4) et la montée se confirme en 2017 (7,6) et 2022 (8,1).

Après 2012, l'UMP devenu [LR s'effondre progressivement](#) en termes de sympathisants (de 2013 à 2021, elle en perd les deux tiers[4]), d'adhérents, d'électeurs et de députés et donc de dotation financière. À partir de 2017, sa situation s'aggrave puisqu'il se trouve en concurrence avec le macronisme qui siphonne à son tour ses électeurs et ses dirigeants de centre droit, ceux qui restent sont les plus à droite et sont de plus en plus nombreux à penser comme le RN sur les sujets de société liés à l'immigration, l'ordre et l'autorité. Aujourd'hui, le gouvernement Barnier reprend largement l'agenda du RN sur ces questions mais le rapport de force s'est inversé : LR se trouve dominé numériquement et semble avoir abandonné le projet d'incarner une alternative à l'extrême droite.

[Florence Haegel](#), Professeure de sciences politiques (Centre d'études européennes), [Sciences Po](#)